

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2017/13943]

12 JUIN 2017. — Loi portant assentiment à l'accord de coopération entre l'Etat fédéral et la Région de Bruxelles-Capitale exécutant l'article 306, § 2, de l'arrêté royal du 19 avril 2014 relatif au statut administratif du personnel opérationnel des zones de secours (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2. Il est donné assentiment à l'accord de coopération entre l'Etat fédéral et la Région de Bruxelles-Capitale exécutant l'article 306, § 2, de l'arrêté royal du 19 avril 2014 relatif au statut administratif du personnel opérationnel des zones de secours.

Donné à Bruxelles, le 12 juin 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

J. JAMBON

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

—————
Note

(1) Chambre des représentants.

(www.lachambre.be)

Documents : 54-2416/4.

Rapport : 19 mai 2017.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2017/13943]

12 JUNI 2017. — Wet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot uitvoering van artikel 306, § 2, van het koninklijk besluit van 19 april 2014 betreffende het administratief statuut van het operationeel personeel van de hulpverleningszones (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2. Instemming wordt verleend met het samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot uitvoering van artikel 306, § 2, van het koninklijk besluit van 19 april 2014 betreffende het administratief statuut van het operationeel personeel van de hulpverleningszones.

Gegeven te Brussel, 12 juni 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

J. JAMBON

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

—————
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers.

(www.dekamer.be)

Stukken : 54-2416/4.

Verslag : 19 mei 2017.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2017/13944]

27 MARS 2017. — Accord de coopération exécutant l'article 306, § 2, de l'arrêté royal du 19 avril 2014 relatif au statut administratif du personnel opérationnel des zones de secours (1)

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, en particulier l'article 92bis;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, en particulier les articles 5 et 56;

Vu la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile, en particulier l'article 106;

Vu l'ordonnance du 19 juillet 1990 portant création d'un Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale, en particulier l'article 8, alinéa 2;

Vu l'arrêté royal du 19 avril 2014 relatif au statut administratif du personnel opérationnel des zones de secours, en particulier l'article 306 § 2;

Vu l'arrêt du Conseil d'Etat 226.496 du 20 février 2014;

Vu l'avis 55.523/2 du 26 mars 2014 de la section de législation du Conseil d'Etat sur un projet d'arrêté royal relatif au statut administratif du personnel opérationnel des zones de secours, projet devenu l'arrêté royal du 19 avril 2014 relatif au statut administratif du personnel opérationnel des zones de secours;

Vu le protocole n° 2016/16 du Comité du secteur XV du 5 septembre 2016;

Vu le protocole n° 2016/08 du Comité du C du 5 juillet 2016;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2017/13944]

27 MAART 2017. — Samenwerkingsakkoord tot uitvoering van artikel 306, § 2, van het koninklijk besluit van 19 april 2014 betreffende het administratief statuut van het operationeel personeel van de hulpverleningszones (1)

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 op de hervorming der instellingen, inzonderheid artikel 92bis;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen, inzonderheid artikelen 5 en 56;

Gelet op de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid, inzonderheid artikel 106;

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 1990 houdende oprichting van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp, inzonderheid artikel 8, tweede lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 april 2014 betreffende het administratief statuut van het operationeel personeel van de hulpverleningszones, inzonderheid artikel 306, § 2;

Gelet op het arrest van de Raad van State 226.496 van 20 februari 2014;

Gelet op het advies 55.523/2 van 26 maart 2014 van de afdeling wetgeving van de Raad van State over een ontwerp van koninklijk besluit betreffende het administratief statuut van het operationeel personeel van de hulpverleningszones, ontwerp dat het koninklijk besluit van 19 april 2014 betreffende het administratief statuut van het operationeel personeel van de hulpverleningszones is geworden;

Gelet op het protocol nr. 2016/16 van het Comité van Sector XV van 5 september 2016;

Gelet op het protocol nr. 2016/08 van het Comité C van 5 juli 2016;

Considérant que la compétence en matière d'organisation des services d'incendie et de politique relative à ceux-ci est attribuée à l'autorité fédérale par l'article 6, § 1^{er}, VIII, alinéa 1^{er}, 1^o, quatrième tiret, de la loi spéciale du 8 août 1980;

Considérant que la Région de Bruxelles-Capitale détient également, en vertu des articles 5 et 56 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, la compétence d'organiser le Service d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente de la Région de Bruxelles-Capitale, ci-après SIAMU, et de fixer le statut de son personnel;

Considérant que, pour mettre fin à l'insécurité juridique qui caractérise la matière, le Conseil d'Etat a émis la recommandation suivante (1) :

“Si l'Etat fédéral reste compétent pour régir la matière de la protection civile, il ne peut cependant nier la compétence de la Région de Bruxelles-Capitale fondée sur les articles 5 et 56 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, d'organiser le Service d'incendie et d'aide médicale urgente et de doter le personnel de cet organisme d'intérêt public d'un statut administratif et pécuniaire dans le respect des principes généraux fixés par l'arrêté royal du 22 décembre 2000. Quant à la Région de Bruxelles-Capitale, elle ne peut agir comme si elle était devenue compétente pour la protection civile sur son territoire et ne pas tenir compte de la réglementation fédérale.

Pour ce faire, soit l'Etat fédéral tient compte des particularités du Service d'Incendie organisé par la Région de Bruxelles-Capitale en fixant des dispositions générales permettant à la Région de Bruxelles-Capitale d'adapter celles-ci aux spécificités de son personnel, soit un accord de coopération doit intervenir pour régler le statut de ce personnel, l'Etat fédéral étant compétent dans le domaine de la protection civile, la Région de Bruxelles-Capitale étant compétente pour gérer son organisme d'intérêt public, le Service d'incendie et d'aide médicale urgente, ainsi que le personnel de celui-ci”;

Considérant que l'Etat fédéral a adopté les deux voies préconisées par le Conseil d'Etat en édictant un article 306 dans un arrêté royal du 19 avril 2014 relatif au statut administratif du personnel opérationnel des zones du secours;

Considérant que cet article 306 énumère les dispositions qui constituent les principes généraux s'appliquant au SIAMU et les matières de fonction publique qui doivent faire l'objet d'un accord de coopération, à savoir les grades, le droit transitoire des grades, la politique de mobilité, le recrutement, la nomination et la carrière;

Considérant que ce choix a été motivé comme suit dans le rapport au Roi qui précède l'arrêté royal du 19 avril 2014 :

“Ce sont principalement les obligations linguistiques imposées par les lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative qui ont présidé à la répartition des matières dans le premier ou dans le deuxième paragraphe de l'article 306. Le SIAMU est en effet le seul service d'incendie bilingue du pays et se trouve de ce fait soumis aux obligations de répartition linguistique fixées par les cadres linguistiques. Par ailleurs, comme on le sait, les pourcentages issus des cadres linguistiques doivent être respectés au sein de chaque degré de la hiérarchie, étant entendu qu'un arrêté distinct de celui qui fixe les cadres linguistiques détermine les grades des membres du personnel qui constituent un même degré de hiérarchie. Par conséquent, du fait de cette particularité, il a été décidé que les principales dispositions du présent statut mettant en jeu les différents grades du présent statut feraient l'objet d'un accord de coopération : l'article 5 (établissement des différents grades des cadres de base, moyen et supérieur), les articles 87 et 88 (conditions de mobilité), l'article 308 (droit transitoire des grades) ainsi que le titre premier du livre 5 (système de promotion par avancement de grade). Il est en effet préférable que les dispositions précitées fassent l'objet d'un accord de coopération, de manière à pouvoir assurer leur mise en œuvre en bonne intelligence avec la législation linguistique.

Par ailleurs, il a également été décidé que le livre 4 ferait l'objet d'un accord de coopération entre l'Etat fédéral et la Région de Bruxelles-Capitale : ses dispositions, très détaillées, ne sauraient être assimilées à des principes généraux - leur 'application directe' réduirait à néant l'autonomie que la Région bruxelloise détient en la matière. A l'inverse, la plupart des formulations des dispositions énumérées au paragraphe premier de l'article 306 font en sorte que la Région de Bruxelles-Capitale dispose, à leur égard, d'une marge de manœuvre dans leur application et leur adaptation au SIAMU. »

Considérant que lesdites matières doivent être mises en œuvre conformément aux lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative du 18 juillet 1966, notamment les articles 43, 45 et 46, et à la jurisprudence du Conseil d'Etat en la matière;

Overwegende dat de bevoegdheid inzake de organisatie van de brandweerdiensten en het beleid ter zake toekomt aan de federale overheid bij artikel 6, § 1^o, VIII, eerste alinea, 1^o, vierde streepje, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980;

Overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest eveneens beschikt, krachtens de artikelen 5 en 56 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, over de bevoegdheid om de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp, hierna de DBDMH, te organiseren en het statuut van zijn personeel vast te leggen;

Overwegende dat, om een einde te maken aan de juridische onzekerheid die de aangelegenheid kenmerkt, de Raad van State volgende aanbeveling heeft uitgebracht (1) :

“Al blijft de Federale staat bevoegd voor de aangelegenheden van civiele veiligheid, kan deze nochtans de bevoegdheid niet ontkennen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gebaseerd op de artikelen 5 en 56 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, om de Dienst Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp te organiseren en om het personeel van deze instelling van openbaar nut een administratief en geldelijk statuut te geven overeenkomstig de algemene principes bepaald bij koninklijk besluit van 22 december 2000. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest kan op zijn beurt niet handelen alsof het bevoegd geworden was voor de civiele veiligheid op zijn territorium en geen rekening houden met.

Ofwel houdt de Federale staat hiervoor rekening met de bijzonderheden van de Brandweerdienst georganiseerd door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest door algemene bepalingen vast te leggen die het Brussels Hoofdstedelijk Gewest toelaten deze aan te passen aan de bijzonderheden van haar personeel, ofwel moet er een samenwerkingsakkoord opgesteld worden om het statuut van dit personeel te regelen, de Federale staat bevoegd zijnde op het gebied van de civiele veiligheid, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bevoegd zijnde voor haar instelling van openbaar nut, de Dienst Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp, evenals voor het personeel van deze instelling”;

Overwegende dat de Federale staat de twee aanbevelingen van de Raad van State aangenomen heeft door een artikel 306 op te nemen in het koninklijk besluit van 19 april 2014 betreffende het administratief statuut van het operationeel personeel van de hulpverleningszones;

Overwegende dat dit artikel 306 de bepalingen, die als algemene principes van toepassing zijn op de DBDMH, en de ambtenarenzaken die moeten opgenomen worden in een samenwerkingsakkoord, namelijk de graden, het overgangsrecht, het mobiliteitsbeleid, de aanwerving, de benoeming en de loopbaan, opsomt;

Overwegende dat deze keuze als volgt gemotiveerd wordt in het Verslag aan de Koning, van bovenvermeld koninklijk besluit van 19 april 2014 :

“Het zijn voornamelijk de taalverplichtingen opgelegd door de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken die aan de basis liggen van de verdeling van de materies in de eerste of in de tweede paragraaf van artikel 306. De DBDMH is immers de enige tweetalige brandweerdienst van het land en is daardoor onderworpen aan de verplichtingen inzake taalkundige verdeling vastgelegd door de taalkaders. Zoals men weet, moeten bovendien de percentages uit de taalkaders gerespecteerd worden binnen elke graad van de hiërarchie, met dien verstande dat een ander besluit dan datgene dat de taalkaders vastlegt, de graden van de personeelsleden die eenzelfde hiërarchische graad vormen, bepaalt. Bijgevolg werd beslist, omwille van deze bijzonderheid, dat de belangrijkste bepalingen van dit statuut, die de verschillende graden van dit statuut in gevaar brengen, het voorwerp zouden zijn van een samenwerkingsakkoord : artikel 5 (vaststelling van de verschillende graden van het basiskader, het middenkader en het hoger kader), de artikelen 87 en 88 (mobiliteitsvoorwaarden), artikel 308 (overgangsrecht van de graden) en de eerste titel van boek 5 (bevorderingssysteem door verhoging in graad). Het is immers te verkiezen dat voornoemde bepalingen het voorwerp zijn van een samenwerkingsakkoord, zodat hun toepassing in overeenstemming met de taalwetgeving verzekerd kan worden.

Bovendien werd ook beslist dat boek 4 het voorwerp zal uitmaken van een samenwerkingsakkoord tussen de federale Staat en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest : de zeer gedetailleerde bepalingen zouden niet gelijkgesteld kunnen worden met algemene principes - hun 'directe toepassing' zou de autonomie die het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ter zake heeft, tot nul herleiden. Omgekeerd zorgen de meeste formuleringen van de bepalingen opgesomd in de eerste paragraaf van artikel 306 ervoor dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ten opzichte van deze bepalingen speelruimte heeft bij de toepassing en aanpassing aan de DBDMH ervan.”

Overwegende dat voornoemde aangelegenheden moeten toegepast worden overeenkomstig de gecoördineerde wetten op het gebruik van talen in bestuurszaken van 18 juli 1966, in het bijzonder artikelen 43, 45 en 46, en de jurisprudentie van de Raad van State ter zake;

Considérant que l'Etat fédéral et la Région de Bruxelles-Capitale marquent leur accord quant à une inspection fédérale du SIAMU, mutatis mutandis à celle prévue aux articles 168, 169, 170, 173 et 174 de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile, pour autant que cette inspection opère dans les limites de ses missions, telles que décrites à l'article 169 de la loi du 15 mai 2007, ainsi que dans le respect des compétences de la Région de Bruxelles-Capitale et qu'elle soit uniquement habilitée à exercer une compétence consultative non contraignante;

Considérant que ledit engagement doit se traduire par une modification de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile et de l'ordonnance du 19 juillet 1990 portant création d'un Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale,

Entre :

L'Etat fédéral, représenté par le Gouvernement fédéral, en la personne du Premier Ministre et du Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur;

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par le Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale en la personne du Ministre-Président, du Ministre en charge de l'Economie et de l'Emploi et de la Secrétaire d'Etat en charge du Commerce extérieur et de la Lutte contre l'Incendie et de l'Aide Médicale Urgente,

a été convenu ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent accord, on entend par :

1° le statut bruxellois : l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 juin 2002 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du personnel opérationnel du SIAMU ou tous les arrêtés postérieurs qui le remplaceraient;

2° l'accord : le présent accord de coopération;

3° le SIAMU : le service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale;

4° le statut fédéral : l'arrêté royal du 19 avril 2014 relatif au statut administratif du personnel opérationnel des zones de secours;

5° le ministre de l'Intérieur : le ministre du Gouvernement fédéral qui a l'Intérieur dans ses attributions;

6° le ministre bruxellois : le ministre ou le secrétaire d'Etat de la Région de Bruxelles-Capitale qui a la lutte contre l'incendie et l'aide médicale urgente dans ses attributions.

CHAPITRE II. — *Coopération concernant les articles 5 et 308 du statut fédéral*

Art. 2. § 1^{er}. Les différentes fonctions à remplir au sein du SIAMU sont assurées par le cadre de base, le cadre moyen et le cadre supérieur. A ce propos, le Gouvernement bruxellois garantit que le statut bruxellois comprend, les grades dans les cadres de base, moyen et supérieur prévus par le statut fédéral.

§ 2. La Région de Bruxelles-Capitale peut toutefois prévoir, dans le statut bruxellois, les grades intermédiaires suivants : au cadre de base, le grade de sapeur-pompier qualifié, au cadre moyen, le grade de sergent-major.

Le cas échéant, et tant que ces grades intermédiaires ne sont pas prévus par le statut fédéral, l'autorité fédérale prévoit, dans le statut fédéral, que les grades de sapeur-pompier qualifiés et de sergent-major sont, pour les besoins de la mise en œuvre du droit fédéral à leur propos, équivalents aux grades de sapeur-pompier et de sergent.

Art. 3. § 1^{er}. L'article 308 du statut fédéral n'est pas applicable au SIAMU.

§ 2. La Région de Bruxelles-Capitale détermine, dans le statut bruxellois, le droit transitoire des grades.

CHAPITRE III. — *Coopération concernant les articles 87 et 88 du statut fédéral*

Art. 4. La Région de Bruxelles-Capitale prévoit, dans le statut bruxellois, que l'agent opérationnel professionnel d'une zone de secours ne doit, pour entrer en ligne de compte pour un emploi ouvert à la mobilité dans un grade supérieur, respecter que les conditions que le statut fédéral demande.

Overwegende dat de federale staat en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zich akkoord verklaren met een federale inspectie van de DBDMH, mutatis mutandis tot diegene voorzien in de artikelen 168, 169, 170, 173 en 174 van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid, voor zover deze inspectie opereert binnen haar opdrachten zoals omschreven in artikel 169 van de wet van 15 mei 2007 alsook onder eerbiediging van de bevoegdheden van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest en slechts ertoe gemachtigd wordt een niet-dwingende, adviserende bevoegdheid uit te oefenen.

Overwegende dat bovenvermeld engagement zich dient te vertalen in een wijziging van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid en de ordonnantie van 19 juli 1990 houdende oprichting van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp,

Tussen :

De Federale Staat vertegenwoordigd door de Federale Regering in de persoon van de Eerste Minister en de Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken;

Het Brussels Hoofdstedelijke Gewest vertegenwoordigd door de Regering van het Brusselse Hoofdstedelijke gewest in de persoon van haar Minister-President, de Minister bevoegd voor Economie en Tewerkstelling en de Staatssecretaris bevoegd voor Buitenlandse Handel, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

is overeengekomen wat volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit akkoord, dient te worden verstaan onder :

1° het Brussels statuut – het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 juni 2002 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het operationeel personeel van de DBDMH of alle latere besluiten die het zouden vervangen;

2° het akkoord : onderhavig samenwerkingsakkoord;

3° de DBDMH : de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp;

4° het federaal statuut : het koninklijk besluit van 19 april 2014 houdende het administratief statuut van het operationeel personeel van de hulpverleningszones;

5° de minister van Binnenlandse Zaken : de minister van de Federale Regering bevoegd voor Binnenlandse Zaken;

6° de Brusselse minister : de minister of staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bevoegd voor brandbestrijding en dringende medische hulp.

HOOFDSTUK II. — *Samenwerking betreffende de artikelen 5 en 308 van het federaal statuut*

Art. 2. § 1. De verschillende in te vullen betrekkingen binnen de DBDMH worden verzekerd door het basiskader, het middenkader en het hoger kader. In dit opzicht verzekert de Brusselse Regering dat het Brussels statuut, de graden omvat in het basiskader, het middenkader en het hoger kader voorzien door het federaal statuut.

§ 2. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest kan echter, in het Brussels statuut, volgende tussenliggende graden bepalen : in het basiskader, de graad van eerste brandweerman, en in het middenkader, de graad van sergeant-majoor.

In voortkomend geval en voor zover het federale statuut niet in deze tussenliggende graden voorziet, voorziet de federale overheid, in het federaal statuut, dat de graden van eerste brandweerman en van sergent-majoor, voor de noden van de toepassing van het federaal recht ten aanzien van hen, gelijkgesteld zijn met de graden van brandweerman en sergeant.

Art. 3. § 1. Artikel 308 van het federaal statuut is niet van toepassing op de DBDMH.

§ 2. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bepaalt, in het Brussels statuut, het overgangsrecht van de graden.

HOOFDSTUK III. — *Samenwerking betreffende de artikelen 87 en 88 van het federaal statuut*

Art. 4. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voorziet, in het Brussels statuut, dat de professionele operationele ambtenaar van een hulpverleningszone, om in aanmerking te komen voor een betrekking die wordt opengesteld voor mobiliteit in een hogere graad, enkel de voorwaarden gesteld door het federaal statuut moet naleven.

Art. 5. L'autorité fédérale et la Région de Bruxelles-Capitale prévoient dans leur statut respectif que l'agent professionnel d'un service incendie transféré par mobilité dans un grade supérieur entre le SIAMU et une zone de secours est soumis au statut administratif et pécuniaire applicable au service vers lequel il est transféré, conserve son ancienneté administrative et son ancienneté pécuniaire et est en droit de faire valoir celles-ci, y compris lorsqu'un régime de promotions contingentées est prévu conformément à l'article 12, § 2, dans le service incendie dans lequel il est transféré.

CHAPITRE IV. — *Coopération concernant le livre 4 du statut fédéral*

Art. 6. § 1^{er}. La Région de Bruxelles-Capitale prévoit, dans le statut bruxellois, que le recrutement a lieu aux grades prévus par le statut fédéral.

§ 2. Dans l'hypothèse où le statut fédéral modifie ou ajoute des grades de recrutement, la Région de Bruxelles-Capitale prévoit, dans le statut bruxellois, que les candidats à un emploi à ce nouveau grade de recrutement au SIAMU remplissent les conditions prévues par le statut fédéral pour être recruté à ce grade.

Art. 7. § 1^{er}. La Région de Bruxelles-Capitale prévoit, dans le statut bruxellois, que les candidats doivent, pour pouvoir participer aux campagnes de recrutement du SIAMU, remplir les conditions de l'article 35, § 2, alinéa 3, du statut fédéral et réussir les épreuves d'aptitude spécifiques.

§ 2. Le Centre de formation des pompiers de Bruxelles organise selon les besoins du SIAMU, des épreuves d'aptitude spécifiques préalables au recrutement, dont le contenu est déterminé par le ministre de l'Intérieur, pour le cadre de base et le cadre supérieur visé à l'article 5 du statut fédéral, à la demande du ministre bruxellois.

La Région de Bruxelles-Capitale prévoit, dans le statut bruxellois, que l'ensemble du contenu et des modalités d'organisation qui concernent les épreuves d'aptitude spécifiques est réglé par le statut fédéral et la réglementation prise en application de celui-ci.

§ 3. La Région de Bruxelles-Capitale fixe, dans le statut bruxellois, les modalités des procédures de recrutement et les mesures de publicité de l'organisation des épreuves d'aptitude spécifiques. Celles-ci comprennent au moins les voies déterminées à l'article 35, § 2, alinéa 1, du statut fédéral.

Art. 8. La Région de Bruxelles-Capitale fixe, dans le statut bruxellois, les modalités dont il est question à l'article 36 du statut fédéral étant entendu que les mesures de publicité exigées par cet article sont au moins les sites internet qu'énumère cet article.

Art. 9. § 1^{er}. La Région de Bruxelles-Capitale prévoit, dans le statut bruxellois, que les candidats à un emploi de sapeur-pompier au SIAMU remplissent les conditions prévues à l'article 37, § 1, du statut fédéral.

§ 2. La Région de Bruxelles-Capitale prévoit, dans le statut bruxellois, que le recrutement est subordonné à la réussite d'un examen médical éliminatoire, tel que défini à l'article 26 de l'arrêté royal du 28 mai 2003 relatif à la surveillance de la santé des travailleurs.

§ 3. La Région de Bruxelles-Capitale prévoit, dans le statut bruxellois, que le recrutement est également subordonné à la réussite d'un concours et que le ministre bruxellois en détermine le contenu et l'ensemble des modalités.

Art. 10. § 1^{er}. La Région de Bruxelles-Capitale prévoit, dans le statut bruxellois, que les candidats à un emploi de capitaine au SIAMU remplissent les conditions prévues à l'article 38, § 1, du statut fédéral.

§ 2. La Région de Bruxelles-Capitale prévoit, dans le statut bruxellois, que le recrutement est subordonné à la réussite d'un examen médical éliminatoire, tel que défini à l'article 26 de l'arrêté royal du 28 mai 2003 relatif à la surveillance de la santé des travailleurs.

§ 3. La Région de Bruxelles-Capitale prévoit, dans le statut bruxellois, que le recrutement est également subordonné à la réussite d'un concours et que le ministre bruxellois en détermine le contenu et l'ensemble des modalités.

Art. 11. § 1^{er}. La Région de Bruxelles-Capitale prévoit, dans le statut bruxellois, que les candidats de la réserve sont admis au stage de recrutement par le ministre bruxellois dans l'ordre de classement résultant du concours.

Art. 5. De federale overheid en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voorzien in hun respectievelijk statuut dat de professionele ambtenaar van een brandweerdienst die overgeplaatst wordt via mobiliteit in een hogere graad tussen de DBDMH en een hulpverleningszone, onderworpen is aan het administratief en geldelijk statuut van de dienst waarnaar hij overgeplaatst wordt, zijn administratieve en geldelijke anciënniteit behoudt en deze kan doen gelden, ook wanneer een stelsel van gecontingenteerde bevorderingen is voorzien zoals bepaald in artikel 12, § 2, in de brandweerdienst waarnaar hij overgeplaatst wordt.

HOOFDSTUK IV. — *Samenwerking betreffende boek 4 van het federaal statuut*

Art. 6. § 1. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voorziet, in het Brussels statuut, dat de aanwerving gebeurt in de graden voorzien door het federaal statuut.

§ 2. In het geval dat het federaal statuut aanwervingsgraden wijzigt of toevoegt, voorziet het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, in het Brussels statuut, dat de kandidaten voor een betrekking in deze nieuwe aanwervingsgraad bij de DBDMH voldoen aan de voorwaarden voorzien door het federaal statuut om in deze graad aangeworven te worden.

Art. 7. § 1. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voorziet, in het Brussels statuut, dat de kandidaten, om te kunnen deelnemen aan de aanwervingscampagnes van de DBDMH, moeten voldoen aan de voorwaarden van artikel 35, § 2, derde lid, van het federaal statuut en moeten slagen voor de specifieke geschiktheidsproeven.

§ 2. Het Opleidingscentrum van de Brandweer Brussel organiseert, naargelang de noden van de DBDMH, specifieke geschiktheidsproeven voorafgaand aan de rekrutering, waarvan de inhoud vastgelegd is door de minister van Binnenlandse Zaken, voor het basiskader en het hoger kader bedoeld in artikel 5 van het federaal statuut, op vraag van de Brusselse minister.

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voorziet, in het Brussels statuut, dat het geheel van de inhoud en van de modaliteiten voor de organisatie van de specifieke geschiktheidsproeven geregeld wordt door het federaal statuut en de regelgeving genomen in toepassing hiervan.

§ 3. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bepaalt, in het Brussels statuut, de modaliteiten van de aanwervingsprocedures en de maatregelen tot openbaarmaking van de organisatie van de specifieke geschiktheidsproeven. Deze bevatten minstens de in artikel 35, § 2, eerste lid, van het federaal statuut bepaalde kanalen.

Art. 8. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest legt, in het Brussels statuut, de modaliteiten vast waarvan sprake is in artikel 36 van het federaal statuut met dien verstande dat de door dit artikel vereiste maatregelen tot openbaarmaking minstens de websites zijn opgesomd in dit artikel.

Art. 9. § 1. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voorziet, in het Brussels statuut, dat de kandidaten voor een betrekking van brandweerman bij de DBDMH dienen te voldoen aan de voorwaarden voorzien in artikel 37, § 1, van het federaal statuut.

§ 2. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voorziet, in het Brussels statuut, dat de aanwerving onderworpen is aan het slagen in een eliminerend medisch onderzoek, zoals bepaald in artikel 26 van het koninklijk besluit van 28 mei 2003 betreffende het gezondheidstoezicht op de werknemers.

§ 3. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voorziet, in het Brussels statuut, dat de aanwerving ook onderworpen is aan het slagen in een vergelijkend examen en dat de Brusselse minister de inhoud en alle modaliteiten ervan bepaalt.

Art. 10. § 1. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voorziet, in het Brussels statuut, dat de kandidaten voor een betrekking van kapitein bij de DBDMH, dienen te voldoen aan de voorwaarden voorzien in artikel 38, § 1, van het federaal statuut.

§ 2. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voorziet, in het Brussels statuut, dat de aanwerving onderworpen is aan het slagen in een eliminerend medisch onderzoek, zoals bepaald in artikel 26 van het koninklijk besluit van 28 mei 2003 betreffende het gezondheidstoezicht op de werknemers.

§ 3. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voorziet, in het Brussels statuut, dat de aanwerving ook onderworpen is aan het slagen in een vergelijkend examen en dat de Brusselse minister de inhoud en alle modaliteiten ervan bepaalt.

Art. 11. § 1. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voorziet, in het Brussels statuut, dat de kandidaten uit de reserve door de Brusselse minister worden toegelaten tot de aanwervingsstage in orde van rangschikking resulterend uit het vergelijkend examen.

§ 2. La Région de Bruxelles-Capitale prévoit, dans le statut bruxellois, que le stage de recrutement débute le jour de l'entrée en service et commence par la formation nécessaire à l'obtention du brevet déterminé à l'article 39, alinéa 3, du statut fédéral.

La Région de Bruxelles-Capitale prévoit, dans le statut bruxellois, que le SIAMU détermine la formation théorique et pratique suivie par le stagiaire dans le service.

§ 3. La Région de Bruxelles-Capitale prévoit, dans le statut bruxellois, que le stage de recrutement se termine un an à partir de l'obtention du brevet de l'article 39, alinéa 3, du statut fédéral, la période de stage ne pouvant se prolonger au-delà de trois ans.

§ 4. La Région de Bruxelles-Capitale détermine, dans le statut bruxellois, la façon de calculer les éventuelles périodes d'absence pendant le stage de recrutement.

§ 5. La Région de Bruxelles-Capitale prévoit, dans le statut bruxellois, que le sapeur-pompier stagiaire professionnel doit, pendant son stage, obtenir le permis de conduire C, s'il a plus de 21 ans, ou C1, s'il a moins de 21 ans et investit le SIAMU du pouvoir d'exiger du stagiaire d'obtenir son brevet d'ambulancier, en le mentionnant, le cas échéant, dans l'appel aux candidats.

§ 6. La Région de Bruxelles-Capitale prévoit, dans le statut bruxellois, que le stagiaire fait l'objet d'un rapport final récapitulatif avant l'établissement duquel il entend le stagiaire.

§ 7. La Région de Bruxelles-Capitale prévoit, dans le statut bruxellois, l'ensemble des modalités qui concernent la possibilité pour le stagiaire au SIAMU de faire un stage de recrutement dans une zone de secours.

§ 8. La Région de Bruxelles-Capitale prévoit, dans le statut bruxellois l'ensemble des autres modalités qui concernent le stage de recrutement, y compris celles qui concernent l'évaluation du stagiaire.

CHAPITRE V. — *Coopération concernant le livre 5, titre premier, du statut fédéral*

Art. 12. § 1^{er}. La Région de Bruxelles-Capitale prévoit, dans le statut bruxellois, la promotion par avancement de grade.

§ 2. La Région de Bruxelles-Capitale peut prévoir, dans le statut bruxellois, que les grades suivants constituent à chaque fois un groupe contingenté :

- 1° sapeur-pompier, sapeur-pompier qualifié;
- 2° sergent, sergent-major.

Art. 13. La Région de Bruxelles-Capitale détermine, dans le statut bruxellois, l'ensemble des modalités qui concernent la publicité des postes vacants et la façon pour les agents d'y postuler.

Art. 14. § 1^{er}. La Région de Bruxelles-Capitale détermine les modalités des procédures de promotion et garantit, dans le statut bruxellois, que les conditions de promotion de l'article 56 du statut fédéral sont celles que l'agent du SIAMU doit, au minimum, remplir pour bénéficier d'une promotion.

La Région de Bruxelles-Capitale ne peut, dans le statut bruxellois, prévoir d'autres conditions de promotion que celles prévues à l'article 56 que pour autant qu'elles soient relatives à l'ancienneté, à des obligations de formation ou au respect des devoirs déterminés au chapitre II du titre XIII du Livre 1^{er} du statut bruxellois, des agents.

La Région de Bruxelles-Capitale peut, dans le statut bruxellois, prévoir l'ensemble des conditions de promotion qui concerne les grades visés à l'article 2, § 2.

§ 2. L'épreuve de promotion prévue à l'article 57, § 1, est organisée par le centre de formation bruxellois pour la sécurité civile. Elle comprend des tests d'aptitudes dont une épreuve pratique. Le ministre bruxellois détermine les modalités et le contenu de cette épreuve de promotion aussi longtemps que le ministre de l'Intérieur n'a pas fixé lui-même le contenu des épreuves de promotion du statut fédéral.

Art. 15. La Région de Bruxelles-Capitale prévoit, dans le statut bruxellois, que la promotion aux grades de sergent et de lieutenant commence par un stage de promotion, et y détermine l'autorité compétente pour établir l'ensemble du contenu du stage de promotion.

La Région de Bruxelles-Capitale prévoit, dans le statut bruxellois, l'évaluation pendant et en fin de stage de promotion.

La Région de Bruxelles-Capitale prévoit, dans le statut bruxellois, que la décision d'admission au stage de promotion pour les grades de sergent et de lieutenant est notifiée au candidat par le ministre

§ 2. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voorziet, in het Brussels statuut, dat de aanwervingsstage begint de dag van de indiensttreding en aanvangt met de nodige opleiding voor het behalen van het brevet van artikel 39, derde lid, van het federaal statuut.

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voorziet, in het Brussels statuut, dat de DBDMH de theoretische en praktische opleiding bepaalt die de stagiair volgt binnen de dienst.

§ 3. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voorziet, in het Brussels statuut, dat de aanwervingsstage eindigt één jaar na het behalen van het brevet van artikel 39, derde lid, van het federaal statuut en dat de stageperiode niet langer kan zijn dan drie jaar.

§ 4. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bepaalt, in het Brussels statuut, de manier waarop de eventuele perioden van afwezigheid tijdens de aanwervingsstage berekend worden.

§ 5. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voorziet, in het Brussels statuut, dat de beroepsbrandweerman-stagiair, tijdens zijn stage, zijn rijbewijs C moet behalen, indien hij meer dan eenentwintig jaar is, of C1, indien hij minder dan eenentwintig jaar is, en machtigt de DBDMH om van de stagiair zijn brevet van ambulancier te eisen, en vermeldt dit desgevallend in de oproep tot kandidaten.

§ 6. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voorziet, in het Brussels statuut, dat de stagiair het voorwerp uitmaakt van een samenvattend eindverslag nadat de stagiair hierover gehoord werd.

§ 7. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voorziet, in het Brussels statuut, alle modaliteiten betreffende de mogelijkheid voor de stagiair bij de DBDMH om een aanwervingsstage te lopen in een hulpverleningszone.

§ 8. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voorziet, in het Brussels statuut, alle andere modaliteiten die betrekking hebben op de aanwervingsstage, met inbegrip van diegene die betrekking hebben op de evaluatie van de stagiair.

HOOFDSTUK V. — *Samenwerking betreffende boek 5, eerste titel van het federaal statuut*

Art. 12. § 1. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voorziet, in het Brussels statuut, de bevordering door verhogen in graad.

§ 2. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest kan, in het Brussels statuut, voorzien dat de volgende graden telkens een gecontingenteerde groep vormen :

- 1° brandweerman, eerste brandweerman;
- 2° sergeant, sergeant-majoor.

Art. 13. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bepaalt, in het Brussels statuut, alle modaliteiten die betrekking hebben op de bekendmaking van de openstaande betrekkingen en de wijze waarop ambtenaren zich kandidaat kunnen stellen.

Art. 14. § 1. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bepaalt de modaliteiten van de bevorderingsprocedures en verzekert, in het Brussels statuut, dat de bevorderingsvoorwaarden van artikel 56 van het federaal statuut diegene zijn die de ambtenaar van de DBDMH minstens moet vervullen om een bevordering te genieten.

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest kan, in het Brussels statuut, slechts bijkomende bevorderingsvoorwaarden voorzien bovenop die van artikel 56 voor zover deze betrekking hebben op hun anciënniteit, op hun opleidingsverplichtingen of op de naleving van hun plichten zoals bepaald in hoofdstuk II van titel XIII van Boek I van het Brussels statuut.

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest kan, in het Brussels statuut, alle bevorderingsvoorwaarden voorzien die betrekking hebben op de graden voorzien in artikel 2, § 2.

§ 2. De bevorderingsproef voorzien in artikel 57, § 1, wordt georganiseerd door het Brussels Opleidingscentrum voor civiele veiligheid. Ze omvat geschiktheidsproeven, waaronder een praktische proef. De Brusselse minister bepaalt de modaliteiten en de inhoud van deze bevorderingsproef zolang de minister van Binnenlandse Zaken de inhoud van de bevorderingsproeven van het federaal statuut zelf niet heeft vastgelegd.

Art. 15. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voorziet in het Brussels statuut dat de bevordering tot de graad van sergeant of luitenant aanvangt met een bevorderingsstage, en bepaalt de bevoegde overheid om de inhoud van de bevorderingsstage vast te leggen.

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voorziet, in het Brussels statuut, de evaluatie tijdens en op het einde van de bevorderingsstage.

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voorziet, in het Brussels statuut, dat de beslissing over de toelaatbaarheid tot de bevorderingsstage voor de graad van sergeant en van luitenant aan de kandidaat ter kennis

bruxellois ou son délégué soit par lettre recommandée soit par toutes autres voies qui confèrent au courrier valeur probante et date certaine.

Art. 16. La Région de Bruxelles-Capitale, pour autant que le projet mette en œuvre l'accord, est associée à l'élaboration ou à la modification des dispositions fédérales prévues dans le statut fédéral ainsi que de ses arrêtés d'exécution.

Le ministre de l'Intérieur est associé à l'élaboration ou à la modification du statut bruxellois pour autant que le projet mette en œuvre l'accord.

CHAPITRE VI. — Dispositions transitoires

Art. 17. § 1^{er}. La Région de Bruxelles-Capitale prévoit, dans le statut bruxellois, que les procédures de recrutement et de promotion, en ce compris les exigences demandées aux candidats admis dans une réserve ou aux candidats à une promotion, qui ont débuté avant la date d'entrée en vigueur du présent accord de coopération, sont poursuivies sur la base des dispositions qui leur étaient applicables avant cette date.

§ 2. La Région de Bruxelles-Capitale prévoit, dans le statut bruxellois, que les agents titulaires des grades de sapeur-pompier et sapeur-pompier qualifié, au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, peuvent bénéficier de la promotion contingentée jusqu'au grade de caporal.

§ 3. A l'entrée en vigueur du présent accord de coopération, les lauréats se trouvant dans une réserve de recrutement de sapeur-pompier sont considérés être titulaire d'un certificat d'aptitude fédérale du cadre de base visé à l'article 35 du statut fédéral.

A l'entrée en vigueur du présent accord de coopération, les lauréats se trouvant dans une réserve de recrutement de sous-lieutenant sont considérés être titulaire d'un certificat d'aptitude fédérale du cadre supérieur visé à l'article 35 du statut fédéral.

CHAPITRE VII. — Dispositions finales

Art. 18. § 1. Cet accord cesse de produire ses effets à partir du moment où, dans un délai qui expire neuf mois après sa prise d'effet, la Région de Bruxelles-Capitale omet d'adopter l'ordonnance bruxelloise nécessaire à la mise en œuvre mutatis mutandis de l'inspection fédérale prévue aux articles 168, 169, 170, 173 et 174 de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile.

§ 2. Cet accord cesse également de produire ses effets à partir du moment où, après le délai déterminé au paragraphe 2, la Région de Bruxelles-Capitale promulgue d'initiative une ordonnance qui rend inapplicable l'inspection prévue au paragraphe précédent.

Fait à Bruxelles, le 27 mars 2017, en un seul exemplaire original en français et en néerlandais, qui sera déposé au Secrétariat central du Comité de concertation qui se chargera des copies certifiées conformes et de la publication au *Moniteur belge*.

Pour le Gouvernement fédéral :

Le Premier Ministre,
Ch. MICHEL

Le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,
J. JAMBON

Pour la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président,
R. VERVOORT

Le Ministre en charge de l'Economie et de l'Emploi,
D. GOSUIN

La Secrétaire d'Etat en charge du Commerce extérieur
et de la Lutte contre l'Incendie et de l'Aide Médicale Urgente,
C. JODOGNE

—
Note

(1) Avis n°41.963/2, du 17 janvier 2007 sur un avant-projet de loi relative à la sécurité civile.

wordt gebracht door de Brusselse minister of zijn afgevaardigde via een aangetekende brief of via elke andere drager met bewijskracht en vaste datum.

Art. 16. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, voor zover het ontwerp uitvoering geeft aan het akkoord, wordt betrokken bij het onderwerpen of het wijzigen van de federale bepalingen bedoeld in het federaal statuut en in zijn uitvoeringsbesluiten.

De minister van Binnenlandse Zaken wordt betrokken bij het onderwerpen of het wijzigen van het Brussels statuut voor zover het ontwerp uitvoering geeft aan het akkoord.

HOOFDSTUK VI. — Overgangsbepalingen

Art. 17. § 1. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voorziet, in het Brussels statuut, dat de aanwervings- en bevorderingsprocedures, met inbegrip van de voorwaarden gesteld aan de kandidaten opgenomen in een reserve of aan de kandidaten voor een bevordering, die gestart zijn voor de datum van inwerkingtreding van onderhavig samenwerkingsakkoord, worden voortgezet op basis van de bepalingen die op hen van toepassing waren voor deze datum.

§ 2. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voorziet, in het Brussels statuut, dat de ambtenaren die houder zijn van de graad van brandweerman en eerste brandweerman, op het moment van de inwerkingtreding van onderhavig samenwerkingsakkoord, kunnen genieten van de gecontingenteerde bevordering tot de graad van korporaal.

§ 3. Bij de inwerkingtreding van onderhavig samenwerkingsakkoord, worden de laureaten die zich in een aanwervingsreserve voor brandweertaken bevinden, beschouwd als zijnde houder van een federaal geschiktheidsattest van het basiskader bedoeld in artikel 35 van het federaal statuut.

Bij de inwerkingtreding van onderhavig samenwerkingsakkoord, worden de laureaten die zich in een aanwervingsreserve voor onderluitants bevinden, beschouwd als zijnde houder van een federaal geschiktheidsattest van het hoger kader bedoeld in artikel 35 van het federaal statuut.

HOOFDSTUK VII. — Slotbepalingen

Art. 18. § 1^{er}. Onderhavig akkoord houdt op uitwerking te hebben op het ogenblik dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest nalaat, binnen een termijn van negen maanden na de inwerkingtreding, om de Brusselse ordonnantie goed te keuren die nodig is voor de uitvoering mutatis mutandis van de federale inspectie voorzien in de artikelen 168, 169, 170, 173 en 174 van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid.

§ 2. Onderhavig akkoord houdt eveneens op uitwerking te hebben op het moment dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, na de termijn vastgelegd in paragraaf 2, op eigen initiatief een ordonnantie afkondigt die de inspectie bedoeld in de vorige paragraaf onuitvoerbaar maakt.

Opgemaakt te Brussel, op 27 maart 2017, in één origineel exemplaar in de Nederlandse en Franse taal, dat zal worden gedeponneerd bij de Centrale Secretarie van het Overlegcomité dat zal instaan voor de eensluidend verklaarde afschriften en de publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Voor de Federale Regering :

De Eerste Minister,
Ch. MICHEL

De Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,
J. JAMBON

Voor het Brussels Hoofdstedelijke Gewest :

De Minister-Président,
R. VERVOORT

De Minister bevoegd voor Economie en Tewerkstelling,
D. GOSUIN

De Staatssecretaris bevoegd voor Buitenlandse Handel,
Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,
C. JODOGNE

—
Nota

(1) Advies nr. 41.963/2 van 17 januari 2007 over een voorontwerp van wet 'betreffende de civiele veiligheid'.